MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°93 – Semaine du 24 mars 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Part des entreprises de la zone nordique utilisant des technologies d'IA en 2024 :

24,5%

En 2024, le Danemark affiche la plus grande proportion d'entreprises utilisant l'IA en Europe (27,6%), suivi de la Suède (25%).
La Finlande occupe la 4ème position (24,4%) et la Norvège est 8ème (20,8%).
La moyenne dans l'Union européenne est de 13,5%.

Source : Eurostat

Pays nordiques

Les pays nordiques ont dépassé les objectifs européens d'énergies renouvelables pour 2030. Selon *Nordic Statistics,* en 2023, la part d'énergie renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie atteint 61,6% dans la zone nordique, contre 24,5% en moyenne dans l'UE. Cette part varie entre 44,4% au Danemark et 79,5% en Islande, soit bien au-delà de l'objectif de l'UE fixé à 42,5% pour 2030. Au cours des vingt dernières années, tous les pays nordiques ont enregistré une hausse significative de leur part d'énergies renouvelables. Le Danemark, en particulier, a triplé sa part, tandis que la Finlande a presque doublé la sienne. L'objectif de la Coopération nordique est de faire des pays nordiques la région la plus durable et intégrée du monde d'ici 2030.

Indice de perception de la corruption (IPC) en 2024 : les pays nordiques dans le top 10. Depuis 1995, l'ONG *Transparency International* publie cet indice qui évalue la corruption dans 180 pays sur une échelle de 0 à 100, où 0 indique le niveau maximum de corruption. Les pays nordiques occupent traditionnellement les premières places des perceptions de corruption les plus basses. En 2024, le Danemark occupe la 1ère place (indice 90) pour la septième année consécutive, suivi de la Finlande (88). La Norvège se place en 5ème position, la Suède 8ème et l'Islande 10ème.

Accord entre la Finlande et la Norvège sur les services de taxi transfrontaliers. Signé le 13 mars par les ministres des transports des deux pays, l'accord autorise les trajets en taxis transfrontaliers et clarifie les droits et les devoirs des prestataires. Un prestataire pourra prendre des passagers dans l'autre État signataire et les ramener dans son pays d'origine si le service a été réservé à l'avance, ou transporter des passagers vers un État tiers en passant par l'autre État signataire. L'accord entrera en vigueur dès lors que les dispositions législatives nécessaires auront été adoptées en Finlande et en Norvège.

Danemark

La Banque centrale danoise (*National Banken*) révise à la hausse ses prévisions de croissance. Dans son rapport publié le 19 mars 2025, elle estime désormais que l'économie danoise enregistrera une croissance de 3,6% durant l'année, soit un niveau bien supérieur à sa prévision établie en septembre dernier (+2,3%). La croissance devrait notamment être soutenue par la réouverture du champ gazier de Tyra et la poursuite du développement des grandes entreprises danoises à l'étranger. Sans ces deux facteurs, la prévision de croissance s'établirait à +1,4%. L'institution anticipe par ailleurs une inflation à +2,0% en 2025 et +1,7% en 2026. Elle mentionne toutefois l'impact potentiel des incertitudes géopolitiques et commerciales actuelles sur la dynamique du commerce international et le niveau des prix. La forte augmentation des investissements dans la défense pourrait par ailleurs créer une pression supplémentaire sur le marché de l'emploi national, déjà confronté à des pénuries de main d'œuvre.

Les droits de douane américains sur l'aluminium et l'acier devraient concerner un volume de biens exportés du Danemark vers les États-Unis d'une valeur d'environ 626 M€, d'après la Confédération des industries danoises *Danske Industri*. Certains secteurs de l'industrie danoise pourraient être plus exposés, notamment l'éolien.

Selon un sondage de *Danske Industri,* l'incertitude concernant les conditions d'exportation vers les États-Unis conduit 60% des entreprises danoises actives aux États-Unis à souhaiter que l'UE conclue des accords commerciaux afin d'ouvrir de nouveaux marchés. Sans renoncer au marché américain, elles anticipent des difficultés grandissantes pour y opérer. La confédération des industries plaide en faveur d'une approbation rapide de l'accord avec le Mercosur et d'un nouvel accord commercial avec le Mexique. Elle invite également à mener à leur terme les négociations avec l'Inde, l'Indonésie et l'Australie.

L'un des principaux fonds de pension danois réoriente 10% de son total d'actions cotées des États-Unis vers l'Europe. *Pensiondanmark*, l'un des principaux fonds de pension danois, a annoncé avoir réorienté environ 14 Md DKK de placements en actions (1,9 Md€), soit environ 10% de son portefeuille total d'actions cotées, des États-Unis vers l'Europe. Selon le directeur général, l'Europe apparaît plus attractive aujourd'hui du fait de la dynamique positive des places financières européennes depuis le début de l'année.

Depuis l'investiture de Donald Trump, un Danois sur deux évite délibérément les produits américains, une tendance qui affecte aussi bien la consommation que le tourisme. Selon un sondage Megafon, 81% des répondants ont une perception plus négative de Tesla, dont les ventes ont chuté de 40% en février malgré une hausse globale de 72% du marché des véhicules électriques. Ce boycott touche également des produits de grande consommation comme Coca-Cola, bien que la boisson soit fabriquée localement par Carlsberg depuis 91 ans. Au-delà des biens de consommation, cette défiance se traduit aussi par une désaffection pour les États-Unis en tant que destination touristique : près de 80% des Danois déclarent avoir moins envie d'y voyager depuis le début de l'année.

Le nombre de travailleurs indépendants au Danemark a chuté à son niveau le plus bas en 16 ans, passant de 220 000 en 2008 à 186 000 fin 2024 (-15,5%), tandis que le nombre de salariés progresse (+190 000 en cinq ans). Cette tendance, marquée par une baisse plus forte chez les hommes, inquiète la fédération professionnelle *Business Danmark*, qui l'interprète comme une crainte des actifs pour le statut d'indépendant dans un contexte d'incertitude économique et de tensions géopolitiques.

Impacts au Danemark de la faillite de Northvolt *Danske Bank* à titre individuel et en tant qu'agent d'un pool de créditeurs a revendiqué une créance de 446 M USD (plus de 3 Md DKK) vis-à-vis du fabricant suédois de batteries, soit la troisième créance la plus importante. La faillite impacte plusieurs fonds de pensions danois (ATP, PFA et Danica).

Le fabricant d'usines d'électrolyse *Green Hydrogen Systems* entame une procédure de restructuration après l'échec de sa levée de fonds initiée en octobre 2024. Confrontée au ralentissement du marché de l'hydrogène vert et aux difficultés de commercialisation de son nouveau modèle X-Series, l'entreprise avait déjà réduit son capital et contracté un prêt de 10,7 M€ en décembre. Avec un effectif réduit à 239 salariés après 100 licenciements en octobre dernier, elle prévoit une perte opérationnelle comprise entre 34,8 M€ et 36,8 M€ pour 2024. Pour rappel, *Green Hydrogen Systems* avait levé 134 M€ à la bourse de Copenhague en 2021, et avait atteint une valorisation de 400 M€.

Le gouvernement révise à la baisse son projet annoncé en 2022 d'une liaison aérienne alimentée en totalité par le biais de carburants verts, en l'absence d'un cadre réglementaire le permettant. En contrepartie, dans le cadre d'une démarche soutenue par le Parti populaire socialiste (*Socialistisk Folkeparti*) et l'Alliance rouge-verte (*Enhedslisten*), le gouvernement relancera un appel d'offres exigeant un recours aux carburants verts à hauteur de 50% (proportion maximale aujourd'hui autorisée) sur différents aéronefs. Bien que l'industrie aéronautique salue l'accent mis sur les biocarburants, certains acteurs regrettent une approche trop précipitée qui ne laisserait pas le temps à l'industrie danoise de développer une offre nationale de carburants verts.

Finlande

Comptes nationaux provisoires pour l'année 2024. Selon le centre finlandais des statistiques, le PIB aurait atteint 276 Md€ l'année dernière. La croissance du PIB réel aurait été de -0,1%, contre -0,9% en 2023. La consommation aurait augmenté (+0,2%), tirée par la consommation publique (+0,7%), tandis que la consommation privée reculait légèrement (-0,1%). La formation brute de capital fixe aurait continué de diminuer (-7,1%), du fait d'une baisse sensible de l'investissement privé (-10,2%), et malgré la hausse de l'investissement public (+7,4%). La contribution des échanges extérieurs à la croissance serait positive, avec une légère hausse des exportations de biens et services (+0,1%) et un recul des importations (-2,4%).

Selon la Banque de Finlande, la reprise pourrait pâtir de la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Dans ses prévisions de mars, la Banque de Finlande maintient ses prévisions de croissance de décembre 2024 : +0,8% en 2025, et +1,8% en 2026. Les prévisions de taux de chômage sont révisées à la hausse pour les deux années : 8,9% et 8,4% (contre 8,7% et 8,2% en décembre). Selon le gouverneur Olli Rehn, la reprise en Finlande est soumise à des risques géopolitiques en hausse : la guerre commerciale avec les Etats-Unis pourrait réduire la croissance dans le monde et dans la zone euro à court terme.

La Finlande accorde à l'Ukraine un 28ème paquet d'aide militaire. Ce nouveau paquet a été annoncé à l'occasion d'une rencontre entre les ministres de la défense des deux pays, le 13 mars. D'un montant de 200 M€ environ, il portera le total de l'aide militaire finlandaise à 3,3 Md€. Pour des raisons opérationnelles, le contenu du paquet n'est pas publié. Un protocole d'accord de coopération en matière de défense a également été signé, avec des dispositions relatives à l'échange d'informations, la R&D, la production de munitions et les industries de défense.

Projet de loi pour la continuité des activités indispensables en cas de grèves. Le gouvernement a soumis au Parlement, le 13 mars, un projet de loi visant à « *assurer la continuité des fonctions critiques de la société* » en cas d'action syndicale. Les syndicats auraient l'obligation légale de veiller à ne pas mettre en danger « *la vie, la santé, les biens de l'employeur, l'environnement, le bien-être animal ou la sécurité nationale* ». Sur cette base, l'employeur pourrait demander au tribunal d'interdire une grève, ou ordonner une reprise des activités en cas de menace de dommages imminente. Ce projet intervient après une première réforme du droit de grève, en mai 2024, qui limitait à une journée la durée des grèves politiques.

La Finlande se dote de l'ordinateur « quantique » le plus puissant d'Europe. Développé par le centre de recherche VTT et IQM Quantum Computers, et inauguré le 4 mars, le nouvel ordinateur a une capacité de 50 qubits, contre 20 qubits pour l'unité précédente lancée en 2023. Le gouvernement a initié en 2020 un programme d'investissements de 20,7 M€ visant à développer un ordinateur de 50 qubits, depuis réévalué à 70 M€ avec l'objectif de 300 qubits. L'ordinateur est mis à la disposition des chercheurs et des entreprises, avec de possibles applications dans la modélisation des matériaux, les problèmes d'optimisation et l'IA.

Le Canada commande un brise-glace au chantier naval de Helsinki. Le constructeur naval canadien Davie, propriétaire du chantier finlandais, a signé avec le gouvernement canadien un accord de 3,25 Md CAD (2 Md€) pour la livraison d'un brise-glace en 2030. Avec cette commande, le nombre de salariés pourrait augmenter de 350 à 500. Le navire de 138,5 mètres de long servira pour la recherche, la lutte contre les déversements d'hydrocarbures en mer, et le remorquage d'urgence.

Norvège

La valeur du Fonds souverain affectée par la baisse des bourses américaines. Depuis le point haut atteint le 18 février 2025 (1720 Md€), le Fonds souverain a enregistré une chute de sa valeur de 72 Md€ à 1 648 Md€ au 20 mars 2025. Selon les prévisions les plus pessimistes des économistes, la valeur du fonds pourrait chuter de 35% en cas de guerre commerciale globale.

Le mandat de Nicolai Tangen à la tête du Fonds souverain prolongé pour cinq ans. A la direction du Fonds pétrolier depuis 2020, Nicolai Tangen vient de se voir confier un nouveau mandat de cinq ans par la Banque de Norvège. 80 candidats avaient manifesté leur intérêt pour ce poste, notamment l'ancien secrétaire d'Etat aux finances Erlend Grimstad.

Reprise de l'inflation et incertitudes sur la baisse des taux directeurs. L'inflation en février a atteint 3,6% en glissement annuel, un chiffre supérieur aux prévisions (+1 point). Il est principalement attribué à la hausse des prix de l'alimentation (+7,5%) et de l'électricité. De nombreux analystes financiers doutent que la *Norges Bank* annonce une baisse des taux directeurs en mars comme cela avait été annoncé. Néanmoins, le Bureau central des statistiques (SSB) continue de tabler sur cinq baisses consécutives des taux directeurs d'ici 2026 (de 4,5% à 3,25%).

Les négociations salariales annuelles au point mort. La confédération syndicale *Landsorganisasjonen i Norge* (LO) et l'organisation patronale *Næringslivets Hovedorganisasjon* (NHO) ont suspendu le 19 mars leurs négociations annuelles sur les salaires, faute d'accord après quatre jours de discussions. LO espère que l'augmentation sera supérieure à l'inflation anticipée (+2,7%) pour garantir une augmentation du pouvoir d'achat. Le médiateur du Royaume a été saisi pour aider les partenaires sociaux à poursuivre les pourparlers. 200 000 salariés pourraient entrer en grève en cas d'échec.

Projections de croissance à 2% pour 2025 et 2026. Lors de l'ouverture de la conférence gouvernementale pour le budget 2026, le 11 mars 2025, le gouvernement a annoncé que la croissance de l'économie norvégienne (PIB continental) passerait de 0,6% pour 2024 à environ 2% pour 2025 et 2026, et que le chômage restera faible. Il mise aussi sur une croissance du pouvoir d'achat d'environ 5% en 2025.

Opposition de la Norvège à des mesures de rétorsion douanières. Devant le Parlement, la ministre de l'industrie et du commerce, Cecilie Myrseth, a déclaré le 18 mars que la Norvège ne répliquerait pas avec des mesures douanières sur les produits américains à l'entrée en vigueur des droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium. Pour mémoire, les exportations et importations norvégiennes avec les Etats-Unis sur les produits taxés sont respectivement de 56 M€ et 1,6 Md€, soit un fort déficit commercial bilatéral de la Norvège.

Déplacement de la ministre du commerce et de l'industrie à Bruxelles pour discuter des droits de douane. Mme Cecilie Myrseth était en déplacement à Bruxelles le 13 mars pour échanger sur la situation du commerce international, préciser la position de la Norvège et échanger sur d'éventuelles dérogations douanières. Elle a insisté sur l'importance d'une Europe unie, de conditions-cadres stables et d'un commerce basé sur des règles. Elle a également profité de cette visite pour affirmer l'intention du gouvernement de participer au projet spatial européen IRIS pour développer une communication sécurisée par satellite.

Avancées dans la transposition du droit européen. Les pays de l'EEE (Norvège, Islande, Liechtenstein) ont annoncé le 14 mars vouloir transposer 79 nouvelles directives de l'UE, qui n'incluraient pas celles sur l'énergie. Néanmoins, selon le ministre de l'énergie norvégien Terje Aasland, les directives sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les bâtiments seront examinées par le Storting avant juin. Il précise que figureront dans ce paquet législatif les directives du 4ème paquet énergétique qui ont causé la chute de la coalition gouvernementale en janvier dernier.

La Norvège invitée à s'associer au nouveau programme européen de défense. L'UE a invité le 19 mars la Norvège à rejoindre son nouveau programme militaire ReArm Europe. « *La Norvège coopère étroitement avec ses alliés pour renforcer la sécurité régionale. Un partenariat efficace*

avec l'UE est un pilier important dans cette optique », a commenté le secrétaire d'Etat à la défense Andreas Flåm.

La Norvège vend ses missiles antinavires au Danemark. Le Danemark s'est procuré le *naval strike missile* (NSM) produit par le groupe norvégien Kongsberg Defence & Aerospace. Il remplacera les missiles américains Harpoon sur les frégates de la marine danoise. « *L'installation de missiles norvégiens avancés sur des frégates danoises renforce la défense navale des pays nordiques* », a déclaré le ministre norvégien de la défense, Tore O. Sandvik.

Coopération commerciale norvégo-danoise. La ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a rencontré son homologue danois Morten Bødskov à Copenhague pour discuter de la coopération commerciale entre les deux royaumes. Les ministres ont discuté de la situation internationale et de l'importance de préserver l'intégration économique au sein de l'EEE. Ils ont échangé sur les moyens permettant de renforcer la coopération dans l'industrie de la défense dans le sillage de la déclaration commune des deux Premiers ministres du 25 février.

Propositions au Parlement pour accroître les lignes de production de la défense. La présidente du parti conservateur, Erna Solberg, a présenté une série de propositions au Storting, en particulier la modification des bases juridiques pour les exceptions prévues par la loi sur la planification et la construction en cas de crise en temps de paix. Le gouvernement a déjà investi dans le renforcement de la production d'obus et de munitions avec une aide de 170 M€ en faveur de l'usine Nammo pour la création d'une nouvelle ligne de production. Mme Solberg appelle également à une réduction de 2,5 Md€ des dépenses publiques pour soutenir l'effort militaire.

Rapport sur les infrastructures du numérique. Un comité d'experts a rendu le 28 février 2025 un rapport contenant 13 recommandations pour garantir le contrôle national et la sécurité des infrastructures numériques norvégiennes. Parmi elles figurent des dispositions appelant à se conformer au droit européen en matière de numérique et de filtrage des IDE, l'établissement d'une solution nationale de *cloud* ou encore la cartographie des dépendances norvégiennes vis-à-vis des infrastructures étrangères du numérique.

La Cour des Comptes norvégienne pointe les insuffisances du réseau électrique. La Cour des Comptes a présenté le 18 mars 2025 aux députés son rapport sur l'état du réseau électrique norvégien. Les infrastructures sont sous-calibrées pour répondre à une demande croissante des ménages et des entreprises, ce qui freine la croissance, conclut la Cour des Comptes. Dans le même temps, le ministère de l'énergie a présenté des mesures de simplification administrative pour faciliter la construction de lignes à haute tension.

Publication des résultats de l'entreprise publique pétro-gazière Petoro. L'organisme public Petoro, qui gère les participations directes de l'Etat norvégien dans les champs d'hydrocarbures, a dégagé l'année dernière un bénéfice d'environ 19 Md€. Il s'agit du 3ème meilleur résultat de son histoire après 2022 (année record) et 2023. Ce résultat s'appuie sur une production en hausse, qui contrebalance la baisse du prix des hydrocarbures et la hausse des investissements. La production de gaz a augmenté de 11%, tandis que la production pétrolière était quasi stable. Petoro prévoit d'importants investissements afin de réduire les émissions de carbone. L'objectif est de réduire les émissions de 55% d'ici 2030 et de 100% d'ici 2050, notamment en électrifiant les plateformes *offshores*. Les émissions ont déjà été réduites de 30% depuis 2005, dont 7% pour la seule année 2024.

Islande

Standard & Poor's attribue la note de A+/A-1 à l'Islande. L'agence de notation reconduit la note de l'Islande (A+/A-1), assortie d'une perspective stable. S&P observe que malgré l'alternance politique survenue à la suite des élections de novembre 2024, les efforts d'assainissement budgétaire engagés sous le précédent gouvernement devraient être poursuivis par la nouvelle coalition au pouvoir. Les perspectives de croissance à moyen terme s'annoncent favorables et devraient permettre à l'Islande de faire face à un contexte géopolitique incertain.

Reykjavík Energy annonce une augmentation de 45% de ses profits d'une année sur l'autre. *Reykjavík Energy*, l'entreprise de production et de distribution d'eau, d'énergie et de chauffage annonce un bénéfice de 9,3 Md ISK (64 M€) en 2024, en augmentation de 45% d'une année sur l'autre, ainsi qu'une augmentation de 9,2% de son chiffre d'affaires, lequel s'établit à 66,8 Md ISK (457 M€) en 2024. Le dividende versé par l'entreprise à ses actionnaires (la ville de Reykjavik, actionnaire à 93% de l'entreprise, ainsi que les municipalités d'Akranes et de Borgarbyggð) s'élève à 6 Md ISK (41 M€).

Le réseau électrique a besoin de 200 Md ISK pour soutenir la transition vers une énergie 100% décarbonée. *Landsnet*, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute tension islandais, doit doubler sa capacité de transport d'électricité au cours des deux prochaines décennies afin de soutenir la transition du pays vers l'abandon des combustibles fossiles. *Landsnet* estime que 200 Md ISK (1,36 Md€) d'investissements en infrastructures seront nécessaires au cours des dix prochaines années.

Le tourisme représente 8,1% de l'économie islandaise en 2024. Selon l'Institut des statistiques islandais, le secteur du tourisme représente 8,1% du PIB islandais en 2024, contre 8,2% en 2023. En 2024, l'Islande a accueilli 2,29 M de touristes internationaux contre 2,23 M l'année précédente. Ces chiffres sont similaires à ceux observés avant la pandémie de Covid-19, le tourisme représentant 8,2% du PIB islandais en 2018 et 8,4% en 2019.

Le versement de 375 M€ aux fonds de pension devrait stabiliser le marché des changes. Les fonds de pension islandais devraient recevoir environ 375 M€ (55 Md ISK) dans le cadre du règlement proposé de 651 Md ISK entre le ministère des finances et les fonds de pension. Ce règlement vise à faciliter la liquidation du fonds IL, anciennement fonds de financement du logement.

Le gouvernement propose de vendre sa participation dans _Islandsbanki_ au premier semestre 2025. Le gouvernement a accepté une proposition de vente de la participation restante de 42,5% dans *Islandsbanki*. Selon une déclaration du ministère des finances, la proposition autorise le ministre à vendre les actions en une ou plusieurs fois, de préférence au cours du premier semestre 2025. Les actions seront divisées en trois carnets d'ordres : particuliers, personnes physiques et morales, et les grands investisseurs institutionnels.

Nouvelle phase dans la lutte contre l'inflation. Dans une récente analyse de marché, *Landsbankinn* affirme que l'Islande entre dans une nouvelle phase de sa lutte contre l'inflation. La banque prévoit que l'inflation se maintiendra autour de 4% tout au long de l'année 2025. À partir du mois de mars, elle prévoit une baisse de 0,54% de l'indice des prix à la consommation, ce qui ramènerait l'inflation de 4,2% à 3,9%.

Treble Technology remporte le prix Nordic PropTech. Treble Technology, développeur de plateformes de simulation acoustique, a remporté le prix Nordic PropTech 2025 dans la catégorie « Bâtiments sains et durables ». L'entreprise a également reçu en février le prix de la meilleure start-up lors de l'UT Messan, la plus grande conférence informatique d'Islande.

Suède

Northvolt dépose son bilan en Suède. L'échec de Northvolt dans sa recherche de nouveaux investisseurs dans le cadre de la procédure de restructuration du chapitre 11 du Code américain des faillites, initiée il y a 4 mois, a contraint le Conseil d'administration de l'entreprise à déposer une demande de faillite auprès du tribunal de Stockholm. Il s'agit de la plus grande faillite qu'ait connu le pays depuis 1932, concernant environ 5 000 employés. Le gouvernement suédois s'est déclaré prêt à aider pour trouver un nouvel investisseur de long terme, sans toutefois envisager une prise de participation de l'État au capital de la société. La ministre des Entreprises et de l'Énergie, Ebba Busch, espère qu'une solution européenne sera trouvée pour Northvolt, tandis que le Premier ministre a indiqué qu'il appartenait à l'administrateur judiciaire de gérer le processus d'une éventuelle reprise des actifs du fabricant suédois.

Les échanges franco-suédois dans le secteur des services dépassent pour la première fois la barre des 100 Md SEK (9 Md€). Ces échanges n'ont cessé d'augmenter ces dernières années et viennent d'atteindre 9,9 Md€ (109,2 Md SEK) en 2024, contre 8,9 Md€ en 2023. Ce chiffre représente plus du double de celui de 2020 (4,3 Md€). Selon l'office des statistiques suédoises (SCB), les exportations de services vers la France s'élèvent à 5,5 Md€ (+15% par rapport à 2023), tandis que les importations en provenance de France ont atteint 4,4 Md€ (+6%), soit un déficit de la balance bilatérale des services pour la France d'environ 1 Md€.

La reprise économique en Suède devrait s'accélérer en 2025. Selon les prévisions de mars 2025 du ministère suédois des Finances, le PIB devrait augmenter de +2,1% en 2025 (contre +1,0% en 2024) et +2,8% en 2026. Cette croissance serait notamment soutenue par une hausse de la consommation des ménages, de l'investissement privé et, dans une moindre mesure, des exportations (principal moteur de la croissance du pays en 2023). Le FMI anticipe de son côté une croissance économique du pays de +1,9% en 2025 et +2,2% en 2026.

Les fonds de résolution et de garantie sont proches de leurs objectifs de collecte. L'année dernière, les banques locales ont versé 6,7 Md SEK (0,6 Md€) au fonds de garantie des dépôts et au fonds de résolution. Fin 2024, le solde total de ces deux fonds, ainsi que du Fonds de stabilité, atteignait 164 Md SEK (14,3 Md€), soit près de 3% des dépôts garantis, niveau de ressources à partir duquel il n'y aura plus de frais. Ces fonds peuvent être mobilisés à tout moment pour faire face à une éventuelle faillite bancaire en Suède.

Bénéfices et dividendes des banques en 2024. Les quatre principales banques suédo-nordiques (Nordea, SEB, Handelsbanken et Swedbank) ont réalisé 156 Md SEK (14 Md€) de bénéfices en 2024, soit un niveau équivalent à celui de 2023. Près de 75% des bénéfices seront alloués aux actionnaires, le montant total des dividendes versés passant de 102 Md SEK (9,4 Md€) en 2023 à 115 Md SEK (10,5 Md€) en 2024. Par ailleurs, SEB et Nordea ont lancé d'importants programmes de rachat d'actions, d'une valeur de plusieurs dizaines de milliards de couronnes.

Scania demande des dérogations sur les règles d'émissions de CO2 pour éviter des amendes de la Commission européenne. L'entreprise demande une révision des règles en matière d'émissions de CO2 pour les camions, à l'instar des mesures récentes prises par la Commission européenne pour les voitures particulières. Sans ces ajustements, l'industrie s'exposerait à des « amendes énormes » selon l'entreprise, alors que la demande de camions électriques reste faible en 2024 : seulement 0,2% des ventes de Scania étaient des camions électriques (contre 1,7% pour Volvo). Pour atteindre les objectifs de l'UE en matière d'émissions, environ 35% des nouveaux camions vendus en 2030 devront être électriques.

Klarna signe un accord avec Walmart quelques semaines avant son entrée en bourse. Le géant suédois des paiements fractionnés a soumis un prospectus préliminaire à la Bourse de New York (NYSE) et à l'Autorité américaine de surveillance financière (SEC) en vue d'une cotation prévue en avril. Selon les documents fournis à la SEC, son chiffre d'affaires a atteint 2,8 Md USD en 2024, soit une hausse de 24%. Klarna compte 93 M de clients actifs et collabore avec 675 000 entreprises, effectuant 2,9 M de paiements par jour dans 26 pays. L'annonce, faite par Klarna le 17 mars, d'un accord exclusif avec le distributeur Walmart, qui génère 255 M de visites hebdomadaires, pourrait augmenter sa valeur avant son introduction en bourse. Cette introduction en bourse pourrait conduire à la plus importante valorisation d'une fintech depuis l'introduction en bourse de Coinbase en 2021.

Le parc éolien de Västvind, au large de Göteborg, devrait obtenir un permis environnemental. Le conseil administratif du comté de Västra Götaland a recommandé l'approbation d'une partie du projet, mais a rejeté la section située plus loin en mer, dans la zone économique exclusive suédoise. Ce projet fait l'objet de débats autour de son impact sur la pêche locale à Öckerö.

Examen de la performance environnementale de la Suède par l'OCDE. La Suède a réalisé des progrès significatifs dans la réduction de son impact environnemental, notamment grâce aux énergies renouvelables et à la baisse des émissions de CO2 entre 2010 et 2022. Toutefois, des défis subsistent concernant la biodiversité, la qualité de l'eau et les pratiques agricoles et forestières, qui pourraient compromettre les objectifs pour 2030. L'OCDE recommande à la Suède de poursuivre ses efforts en vue d'une économie zéro émission.

Forte hausse des prix alimentaires : le gouvernement convoque les principaux acteurs. Les prix alimentaires ont progressé de 3,9% entre février 2024 et février 2025, soit trois fois plus que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur la même période (1,3%). Cette forte hausse a suscité des critiques à l'encontre des enseignes de la grande distribution, accompagnées d'un appel au boycott contre les géants du secteur. Elisabeth Svantesson, ministre des Finances, réunira les dirigeants des enseignes ICA, Axfood, Coop et Lidl, qui contrôlent ensemble plus de 90% de la grande distribution suédoise.

98,6% des ménages et entreprises suédois ont accès au haut débit. Selon le superviseur des postes et télécoms (PTS), la Suède a atteint en 2024 l'objectif fixé par le gouvernement visant à offrir l'accès au haut débit à 98% des ménages et des entreprises d'ici 2025. Par ailleurs, après un retard dû à l'exclusion de Huawei des appels d'offres pour les infrastructures du réseau 5G, les opérateurs de téléphonie mobile ont rapidement modernisé leurs réseaux, qui couvrent désormais 90% des ménages, contre 57% en 2023.

Patricia Industries (Investor AB) acquiert Nova Biomedical pour 2,2 Md USD. Le groupe spécialisé dans les technologies d'instrumentation médicale Advanced Instruments, filiale de Patricia Industries (elle-même détenue par Investor AB), fusionne avec la société de biotechnologies américaine Nova Biomedical, dans le cadre d'une transaction évaluée à 2,2 Md USD. Le groupe issu de la fusion entre Advanced Instruments et Nova Biomedical représentera un CA consolidé de 621 M USD en 2024.

Alfa Laval en phase de négociations exclusives pour l'acquisition de *Fives Cryogenics* pour 800 M€. La société suédoise d'ingénierie Alfa Laval, entreprise cotée à la bourse de Stockholm et spécialisée dans le transfert de chaleur, les technologies de séparation et de transfert des fluides, entre en phase de négociations exclusives pour l'acquisition de la société française de cryotechnologie *Fives Cryogenics*, qui fait partie du groupe *Fives*. *Fives Cryogenics*, qui compte plus de 700 employés en France, en Chine, en Suisse et aux Etats-Unis, a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 200 M€ en 2024. L'entreprise conçoit et fournit des boites froides, des échangeurs de chaleur et des pompes cryogéniques. La réalisation de cette opération est soumise aux approbations réglementaires nécessaires et pourrait avoir lieu au cours de second semestre de 2025.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8
Danemark	1,5	2,5	3,6	-0,7	1,3	1,2	1,6
Finlande	1,5	-0,9	-0,1	0,4	0,1	0,3	-0,2
Norvège[1]	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6
dont PIB continental	*4,3*	*0,7*	*0,6*	0,4	0,3	0,5	-0,4
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1

Sources : OCDE, SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

[1] Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)[2] :

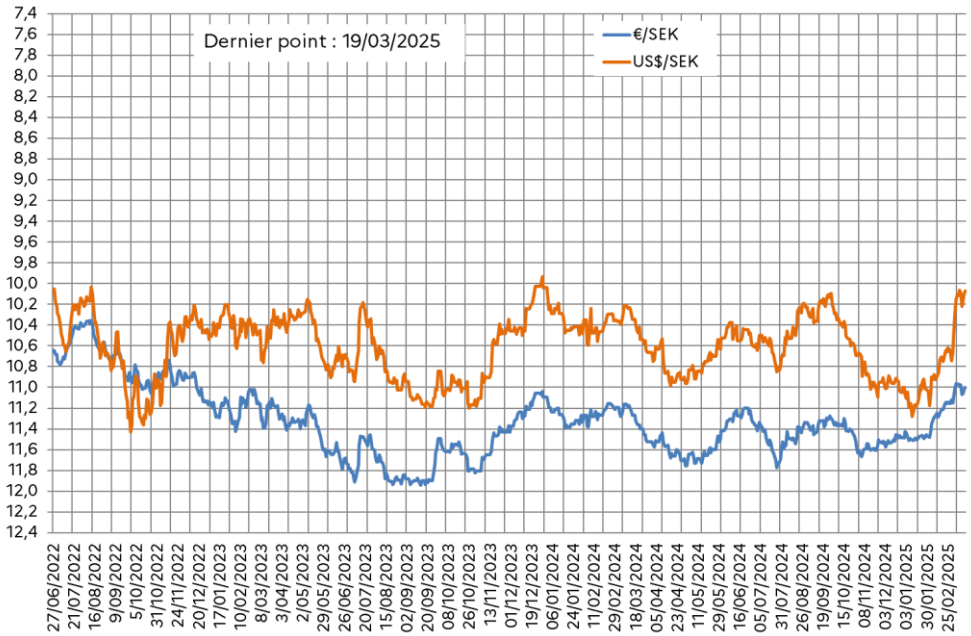
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2	1,3
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3	1,7
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5	1	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8	2,4
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9	4,9

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

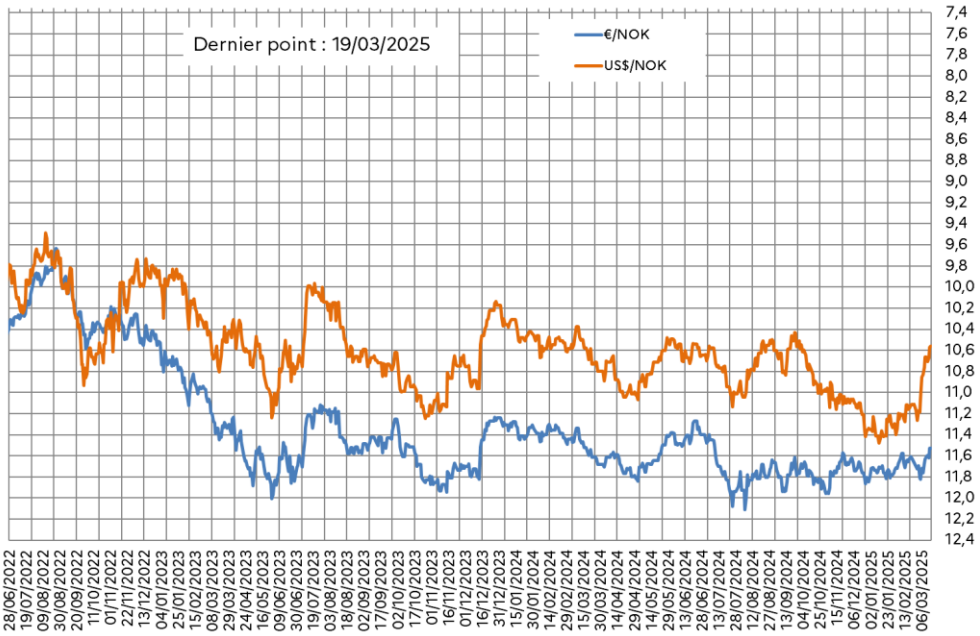
[2] L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr